urban. Intergroup

Juillet 2012 - 7e édition

NEWSLETTER

http://urban-intergroup.eu

Fonds structurels

La dimension urbaine de la politique de cohésion 2014-2020

Les membres et les partenaires de l'Intergroupe URBAN ont été très impliqués dans les négociations de la politique de cohésion de l'UE post-2013, en particulier en ce qui concerne les questions urbaines dans les propositions de règlements. Le paquet législatif pour la nouvelle politique de cohésion 2014-2020 adopté par les eurodéputés de la Commission du Développement Régional (REGI) le 11 juillet établit le nouveau concept de la dimension urbaine de la politique de cohésion.

L'eurodéputé **Jan Olbrycht** (PPE, Pologne), Président de l'Intergroupe URBAN et rapporteur sur le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER), a proposé de consacrer **5 % de l'enveloppe nationale du FEDER** pour des actions de développement urbain intégré et durable à des « **zones urbaines fonctionnelles** » plutôt que seulement aux villes, comme le proposait la Commission européenne.

Cette allocation pourrait être considérée comme un « projet pilote » avec pour principal objectif d'assurer une approche intégrée et la coopération entre les différents partenaires dans les zones urbaines. Ces actions complèteront divers investissements dans les villes mis en œuvre dans le cadre des programmes opérationnels, comme c'est le cas aujourd'hui.

D'après la proposition adoptée, les actions urbaines devraient être mises en œuvre non seulement à travers les **Investissements Territoriaux Intégrés** (ITI), comme proposé par la Commission, mais aussi à travers un programme opérationnel spécifique ou un axe prioritaire. Cela permettra aux villes et aux régions de s'adapter aux règles nationales et régionales spécifiques et d'utiliser les structures existantes là où cela est possible.

Plus de flexibilité

Les eurodéputés ont introduit plus de flexibilité concernant la **délégation de pouvoir** aux villes et aux organes existants gérant des zones urbaines fonctionnelles. Tout en mettant en œuvre les actions urbaines, la délégation pourrait aller de la simple sélection de projets jusqu'à l'attribution d'une subvention globale.

Les eurodéputés ont fortement soutenu l'attribution de 0,2 % du FEDER à **des actions innovantes dans les aires urbaines** et à leurs échanges d'expériences, à leur mise en réseau et au renforcement de leur potentiel Toutefois, ce dernier point devrait plutôt être réalisé en utilisant les organes et programmes existants. En conséquence, ils se sont opposés à l'établissement d'une « Plateforme du Développement Urbain » spécifique dans le règlement.

Enfin, les eurodéputés ont introduit un nouvel élément : la promotion des liens rural-urbain, une conséquence directe de l'action préparatoire RURBAN, qui avait été initiée par l'Intergroupe URBAN et qui est actuellement mise en œuvre par la Commission européenne.

© Intergroupe URBAN

Les villes contribuent au succès de la politique de cohésion de l'UE

Dans un effort pour acquérir une meilleure visibilité concernant l'opinion des villes sur la politique de cohésion et la politique urbaine intégrée, l'Institut du Réseau des Métropoles européennes (EMI) et l'Intergroupe URBAN ont élaboré un questionnaire commun et viennent d'en publier les résultats.

Un groupe de 109 professionnels employés par des gouvernements locaux, des villes et des régions de toute l'Europe ont donné leur point de vue sur les projets actuels et futurs pour la politique de cohésion, à travers ce premier questionnaire en ligne EMI-Intergroupe URBAN.

Après les avoir analysé, l'EMI, représenté par Ries Kamphof, a officiellement présenté les résultats aux membres de l'Intergroupe URBAN à Strasbourg le 5 juillet. Ils montrent que les villes se voient comme des acteurs clés d'une mise en œuvre réussie de la politique de cohésion de l'UE.

Le questionnaire se compose de 28 questions portant sur la période de programmation actuelle (2007-2013) ainsi que sur la période de la future politique de cohésion (2014-2020). Les personnes interrogées ont été invitées à évaluer les programmes de coopération interrégionale et les instruments financiers.

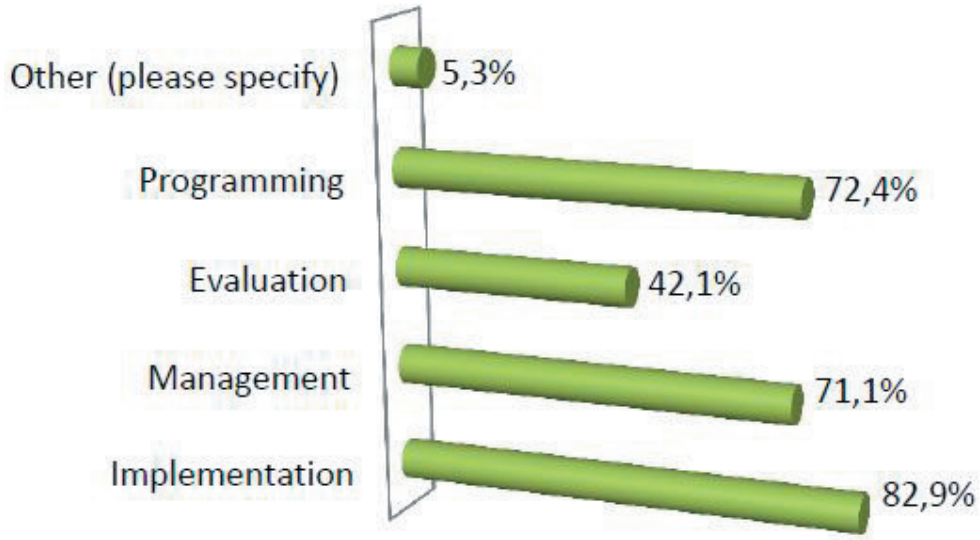
En ce qui concerne l'avenir de la politique urbaine intégrée, les sondés ont donné leur avis sur le rôle des villes ainsi que sur des sujets pour lesquels ils pensaient que la future politique de cohésion devrait se concentrer.

Quelques **conclusions initiales** tirées des résultats du questionnaire :

- « La coopération territoriale européenne » est l'objectif le plus réussi de la politique de cohésion (2007-2013)
- Les programmes orientés vers la coopération interrégionale (par exemple URBACT II, INTERREG IVC) sont davantage connus que les instruments financiers spécifiques (par ex. JESSICA, JASMINE)
- Concernant la future politique de cohésion (2014-2020), les personnes interrogées estiment que les villes devraient être responsables de la gestion des fonds structurels
- La future politique de cohésion devrait traiter en priorité la lutte contre la pauvreté et la promotion de l'inclusion sociale
- Une politique urbaine devrait être mise en place au niveau européen

Plus d'informations : *www.emi-network.eu* and *www.urban-intergoup.eu*

Quel doit être le rôle des villes dans la future politique de cohésion ?



Issus du questionnaire EMI-Intergroupe URBAN, « La dimension urbaine de la politique de cohésion & la politique urbaine intégrée », R. Kamphof & S. Wensveen (EMI), juin 2012.

© Intergroupe URBAN

Conférences et réunions URBAN

Déjeuner-débat

Maires, experts et eurodéputés débattent de la dimension urbaine des fonds structurels

L'Intergroupe URBAN a organisé le 8 mai un déjeuner-débat informel avec les maires de EUROCITIES et des experts pour discuter de différents aspects des propositions de règlement pour les fonds structurels 2014-2020 concernant les villes.

Ce déjeuner a eu lieu au Parlement européen à Bruxelles à un moment-clé pour le travail des députés sur les projets de règlement. Cela a permis d'établir des échanges directs et pertinents entre les maires de grandes villes, leurs experts techniques sur la mise en œuvre des fonds structurels, et les membres de l'Intergroupe.

Les participants se sont répartis en quatre « tables thématiques » traitant des aspects-clés des propositions de règlements pour les villes : dispositions sur les partenariats, nouveaux instruments territoriaux pour soutenir le développement urbain durable, le rôle des villes dans le Fonds Social Européen (FSE) et les zones urbaines fonctionnelles.

L'événement était animé par l'eurodéputé **Jan Olbrycht** (PPE, Pologne), Président de l'Intergroupe URBAN. **Peter Simon** (S&D, Allemagne), **Oldřich Vlasák** (CRE, République tchèque), **Marie-Thérèse Sanchez-Schmid** (PPE, France), **Elisabeth Schroedter** (Verts/ALE, Allemagne) et **Cristina Gutiérrez-Cortines** (PPE, Espagne) ont également participé aux discussions avec une vingtaine d'experts et de responsables politiques venus de villes de toute l'UE.

EUROCITIES promeut une dimension urbaine renforcée dans les propositions de règlements de la manière suivante :
1. Les plus grandes villes doivent être directement impliquées dans les partenariats qui décident des programmes d'investissement de l'UE
2. Une forte priorité doit être donnée à la dimension urbaine dans tous les règlements
3. Les Etats membres doivent déléguer certains financements aux villes et aux zones métropolitaines de telle sorte que les défis locaux soient relevés de manière efficace
4. La sélection des villes auxquelles des financements seront délégués doit être transparente, basée sur des critères développés dans chaque Etat membre en partenariat avec les villes.

Recommendations de l'EHF

Le logement social accessible à tous en dépit des restrictions budgétaires

Le 24 mai, Barbara Steenbergen, Directrice du bureau européen de l'Association Internationale des Locataires (IUT), a présenté devant les membres de l'Intergroupe URBAN et ses partenaires, les recommandations du Forum Européen du Logement (EHF) en matière de logement social sur la base des travaux réalisés au cours de quatre conférences sur les conséquences des restrictions budgétaires et la nécessité de promouvoir des logements abordables.
Mme Steenbergen a rappelé qu'en cette période de crise financière, la demande de logements décents et abordables est d'autant plus forte partout en Europe. Elle a également déclaré que l'Union européenne devrait s'assurer que les politiques du logement conduites par les Etats membres offrent des incitations suffisantes en direction de tous les fournisseurs de logements pour augmenter le volume de logements sociaux abordables.
Elle a ensuite insisté sur l'importance pour l'EHF de parvenir à une future politique de cohésion beaucoup plus claire dans laquelle le secteur du logement, notamment dans le cadre du développement urbain, serait une priorité mieux prise en compte. Les membres de l'EHF considèrent également que les leviers de financements doivent être mieux exploités et que les mesures relatives au logement doivent être maintenues dans le cadre de la prochaine période de programmation 2014-2020. Ils sont d'avis que l'Union européenne doit donner un rôle prépondérant aux villes dans les négociations sur la future politique de cohésion et sur les prochains programmes opérationnels.

© Intergroupe URBAN

Séminaire

La mobilité urbaine durable, priorité de l'UE

Le 14 juin, les membres de l'Intergroupe URBAN ont rencontré à Strasbourg les représentants des villes de Bologne (Italie), Funchal (Portugal) et Utrecht (Pays-Bas), partenaires du projet CIVITAS MIMOSA, pour débattre sur la « Mobilité urbaine durable en temps de crise ».

CIVITAS est un projet-phare de l'UE pour la mobilité urbaine durable financé par le 7e programme-cadre. Le projet vise à promouvoir la mobilité urbaine durable en développant des mesures pratiques et innovantes afin de réduire le trafic, améliorer la sécurité routière et avoir un impact positif sur l'environnement, en améliorant les réseaux de transport publics et l'usage de véhicules et de carburants alternatifs.

Au cours de ce séminaire, les représentants des villes ont présenté les solutions innovantes et les interventions réalisées par les cinq villes partenaires de CIVITAS MIMOSA: Bologne (Italie), Utrecht (Pays-Bas), Tallinn (Estonie), Gdańsk (Pologne) et Funchal (Portugal).

Grâce à cette rencontre et aux outils pratiques et innovants identifiés par CIVITAS MIMOSA, l'Intergroupe URBAN a pu mieux cerner les politiques et les financements futurs pour le développement durable et la mobilité urbaine dans le cadre du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER), en concentrant les differents financements dédiés pour plus d'efficacité. Les villes partenaires de CIVITAS MIMOSA recommandent en particulier la création d'un accès prioritaire pour les villes qui ont démontré leur expérience et leur rôle pilote dans le domaine de la mobilité urbaine durable.

De nombreux eurodéputés impliqués dans les négociations sur la nouvelle politique de cohésion après 2014 ont assisté à cette rencontre. Parmi eux, **Jan Olbrycht** (PPE, Pologne), Président de l'Intergroupe URBAN et rapporteur du Règlement sur le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER), et **Lambert van Nistelrooij** (PPE, Pays-Bas), Vice-président de l'Intergroupe et rapporteur sur le Règlement général.

M. **Olbrycht** a souligné la grande valeur démontrée par les cinq villes partenaires au cours des quatre dernières années et a souligné l'importance de considérer la mobilité urbaine durable comme une priorité politique pour le Parlement européen.

Il a aussi mis l'accent sur la nécessité de renforcer les liens entre la recherche et sa mise en œuvre, en se concentrant sur les canaux de financement, notamment le FEDER, qui promeuvent la durabilité des services et des actions à travers des projets financés par l'UE.

Plus d'informations: *www.civitas-mimosa.eu*

Les membres de l'Intergroupe URBAN ont débattu de la « Mobilité urbaine durable en temps de crise » avec des representants des villes de Bologne (Italie), Funchal (Portugal) et Utrecht (Pays Bas), partenaires du projet CIVITAS MIMOSA (© Groupe PPE & CIVITAS MIMOSA).

© Intergroupe URBAN

La voie d'URBAN en Europe

Développement durable

« Donnons-nous les moyens pour investir dans l'énergie durable »

A l'occasion de la Semaine européenne du Développement durable (EUSEW), la députée européenne **Karima Delli** (les Verts/ALE), en tant que Vice-Présidente de l'Intergroupe URBAN, a participé à une conférence à Bruxelles le 19 juin sur les opportunités de financement en faveur de l'énergie durable dans le cadre du prochain Cadre financier pluriannuel, actuellement en négociation au Conseil et au Parlement européen.

Cet événement a permis de rappeler combien les investissements en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables étaient importants, en particulier pour sortir de la crise économique, sociale et environnementale que nous traversons, et pour répondre aux engagements européens.

« Investir dans l'énergie durable à l'heure où les coûts énergétiques n'ont de cesse d'augmenter, c'est permettre la relance soutenable de nos économies en créant les emplois verts de demain et en réduisant notre dépendance énergétique et la précarité énergétique », a déclaré l'eurodéputée Verts/ALE.

Karima Delli a ainsi rappelé en premier lieu l'importance de défendre un budget européen pluriannuel ambitieux pour permettre des investissements énergétiques à la hauteur de nos besoins.

En tant que co-rapporteure sur le FEDER, elle a souligné le rôle des fonds structurels dans la future politique de cohésion après 2013, en particulier celui du FEDER en ciblant des secteurs comme le logement où l'effet-levier est très important en termes de rentabilité et d'emplois locaux induits.

Mme **Delli** a enfin appelé à ce que les divers instruments financiers soient mieux coordonnés, plus accessibles et planifiés sur le long-terme pour attirer les co-investisseurs.

Projet URBACHINA

L'urbanisation durable de la Chine

Le 1er juin, **Jan Olbrycht**, député européen (PPE, Pologne) et Président de l'Intergroupe URBAN, a rencontré à Bruxelles la délégation d'universitaires européens et chinois qui travaillent sur le projet URBACHINA intitulé « L'urbanisation durable en Chine : Perspectives historiques et comparatives, les grandes tendances à l'horizon 2050 ».

Lancé il y a quatre ans dans le cadre du 7e programme-cadre de la Commission européenne, URBACHINA est un projet doté d'un budget de 3,3 millions d'euros. Il a été mis en place par un consortium de onze grands instituts de recherche chinois et européens et coordonné par le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) en France.

Le projet met l'accent sur les tendances que prend l'urbanisation en Chine et sur la définition de scenarii possibles pour l'avenir, notamment en termes de durabilité, en se focalisant sur certains critères : le cadre et les politiques institutionnels, la propriété foncière et la fracture rural/urbain, les infrastructures et les services pour une urbanisation soutenable, et la cohabitation des modes de vie traditionnels et modernes au sein des villes.

Plus d'informations sur le projet: *www.urbachina.eu*

urban. Intergroup

CONTACTS

Jan Olbrycht - ASP 14E101 - jan.olbrycht@europarl.europa.eu - Tél.: +32 (0)2 28 455 11
Arlene McCarthy - ASP 13G351 - arlene.mccarthy@europarl.europa.eu - Tél.: +32 (0)2 28 455 01
Oldřich Vlasák - WIB 03M113 - oldrich.vlasak@europarl.europa.eu - Tél.: +32 (0)2 28 453 57
Marie-Thérèse Sanchez-Schmid - ASP 13E158 - marie-therese.sanchez-schmid@europarl.europa.eu - Tél.: +32 (0)2 28 457 83
Karima Delli - ASP 08H342 - karima.delli@europarl.europa.eu - Tél.: +32 (0)2 28 453 62
Ramona Mănescu - ASP 08G254 - ramonanicole.manescu@europarl.europa.eu - Tél.: +32 (0)2 28 458 65
Lambert van Nistelrooij - ASP 12E142 - lambert.vannistelrooij@europarl.europa.eu - Tél.: +32 (0)2 28 454 34
Peter Simon - ASP 12G146 - peter.simon@europarl.europa.eu - Tél.: +32 (0)2 28 455 58
Rui Tavares - ASP 07F265 - rui.tavares@europarl.europa.eu - Tél.: +32 (0)2 28 456 52

© Intergroupe URBAN